



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Lu-vu-entendu-Questions-de-morale>

Lu, vu, entendu : « Questions de morale ? »

- A suivre - Lu, vu, entendu -



Date de mise en ligne : mardi 19 février 2008

Description :

« ... *Il n'y a plus de morale...* » a déclaré Rama Yade, Secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme (et de Sarkozy), a destination des journalistes. Vérifions...

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

« Charognards ». C'est le mot que Rama Yade, Secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme, a utilisé pour qualifier les journalistes. C'était sur RTL, le 8 février à 7h50, au micro de Jean-Michel Apathie - qui n'en espérait pas tant. Objet de la polémique : le traitement médiatique réservé à Nicolas Sarkozy et à sa vie privée [1]. Au moins, quand Rama Yade défend les droits de l'homme, on sait de quel homme il s'agit.

Sarkozy, proie des médias ?

Voici les propos exacts tenus par la Secrétaire d'Etat : « *Ce qui me frappe, c'est l'extrême violence des attaques contre le Président de la république, des attaques personnelles, ciblées, que je trouve indignes, infâmes. On a l'impression de voir des charognards qui ont humé l'odeur de leur proie et qui fondent sur lui, qui s'acharnent, parce que je trouve que c'est une véritable chasse à l'homme. Il n'y a plus de morale, personne ne recule devant aucune bassesse, aucun scrupule, personne n'a rien appris, tout oublié du choix démocratique des Français. Ceux qui veulent la peau de Nicolas Sarkozy sont des gens qui veulent leur revanche parce qu'ils n'ont pas accepté qu'il préside aux destinées de ce pays* ». « **On est quand même tombé très bas** », concluait-elle.

Immédiatement relayés par l'ensemble des médias, ces propos ont quelque peu gêné la classe politique, qui s'est empressée d'enterrer la hache de guerre :

- Ainsi, François Fillon, en visite le jour même au Kazakhstan : « *Je n'ai aucun mot dur à dire aux journalistes, je n'ai que des mots gentils* ».
- Bernard Accoyer, sur radio J, le 10/02 : « *Les propos que vous évoquez me paraissent être excessifs. Restons raisonnables* ».
- Fadela Amara, sur Canal + : « *Ah, moi je ne dirais pas ça ! Je n'utiliserais pas ces mots, pourtant Dieu sait que c'est ma spécialité, les mots* ».
- Michèle Alliot-Marie, lors du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 10/02, assure que ce « *sont des mots qu'elle n'emploie pas* ».
- Enfin, Jean-François Copé, dans un entretien dans le *Journal du Dimanche*, déclare : « *il est temps d'appeler au cessez-le-feu* » entre la presse et le président de la République.

Et tous, de François Hollande à Rachida Dati, d'en appeler à un plus grand respect de la déontologie. Le défaut de déontologie lorsqu'il ne porte pas atteinte à la vie privée du président, inquiète beaucoup moins nos dirigeants. Mais Rama Yade aurait-elle pris le risque de tenir de tels propos s'il n'existait déjà un sentiment de défiance envers les médias ? Et d'où vient cette défiance ?

Gardons en mémoire les termes utilisés par la secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme et confrontons-les à la réalité du monde médiatique...

« ... **des charognards qui ont humé l'odeur de leur proie...** »

« *S'il vous plaît, oubliez-moi !* ». C'est ainsi que se termine la lettre ouverte adressée par Abderrezak Besseghir à Christophe Hondelatte, l'animateur de l'émission « Faites entrer l'accusé » sur France 2 ([lettre publiée sur le site Rue89.com](http://Rue89.com)).

Abderrezak Besseghir, c'est le « bagagiste de Roissy », accusé à tort de terrorisme en 2002. « À l'époque, résume-t-il, policiers, magistrats -et journalistes, la chambre d'écho des deux autres corporations- m'avaient unanimement accusé de préparer un attentat terroriste dans l'aéroport où j'étais employé. »

« Au moment de l'affaire, ma famille a dû s'exprimer dans les médias pour contredire les inepties énoncées par les "enquêteurs", et relayées, sans aucune vérification, par des journalistes. Nous avons dû laver notre honneur en concédant quelques -rares- interviews à des médias qui pourtant ne nous avaient pas épargnés. »

Les médias n'en ayant jamais assez, voilà qu'aujourd'hui France 2 le sollicite pour participer à l'émission « Faites entrer l'accusé ». Mais cette fois, Besseghir dit stop. Des micros et des caméras, il en a vu trop.

« En ce qui me concerne, c'est un devoir de mémoire malsain. Mais l'équipe qui travaille sur ce programme n'est pas du même avis. Excédés par mes refus catégoriques, ses journalistes ont haussé le ton : "Que vous participiez ou pas, nous la ferons, cette émission !". Le fait que ni moi ni mes proches ne donnions notre version des faits ne les arrêtera pas. A les entendre, je n'ai pas le choix. Je suis forcé de jouer le jeu des médias. Parce que, me dit-on, "tous les protagonistes vont s'exprimer". Y compris les personnes qui ont placé des armes de guerre et des explosifs dans le coffre de ma voiture pour me faire accuser. Me voilà cerné ! »

« Ainsi la calomnie n'aura pas suffi, poursuit-il. Alors que je commence tout juste à retrouver un semblant d'équilibre, me voilà sommé, à nouveau, de m'expliquer aux micros de France 2. De me mettre au service de l'audimat. Si je ne contribue pas à l'émission ? On m'aura prévenu : les autres, tous les autres, eux, s'exprimeront... On marche sur la tête.

Qui osera accuser Christophe Hondelatte de faire du sensationnalisme à peu de frais ? Certainement pas les journalistes spécialisés dans les faits-divers, pourtant les mieux à même de comprendre ce que j'ai enduré. Ces derniers sont régulièrement invités dans l'émission pour commenter les affaires qu'ils ont -brillamment, cela va sans dire !- couvertes dans leurs propres médias. Pourtant, il y aurait beaucoup à dire sur les choix des affaires et les coulisses de la préparation de cette émission que les critiques de télé ont décidé d'épargner à jamais.

Quant à moi, n'est-ce pas mon droit le plus élémentaire que de décider de ce qui est bien pour moi et pour mon fils ? Car lorsque Christophe Hondelatte aura remonté le col de sa veste en cuir, que le téléspectateur aura éteint son poste, ma famille et moi, nous aurons à nouveau à supporter le regard des autres. Un regard toujours pesant, qu'il soit soupçonneux ou compatissant. »

Alors que certains font tout pour qu'on parle d'eux, Besseghir aimerait qu'on l'oublie : « Je vous prie de m'oublier et je souhaite que la chaîne censée être au service du public (dont je fais partie) ne produise pas et ne diffuse encore moins le reportage qui est fait sur ma vie.

J'aimerais aussi que l'éditeur Michel Laffont cesse de vouloir faire de ma vie un film en me harcelant pour vendre les droits du livre paru au sujet de mon histoire. Je vous demande sincèrement quitte à vous supplier le droit à l'oubli, laissez moi vivre en paix ! »

En introduction de sa lettre, [Abderrezak Besseghir](#) précise : « Je ne connais personne. Je n'ai pas de pouvoir particulier et ne suis membre d'aucun réseau d'influence. » Dommage, Rama Yade aurait certainement pu lui venir en aide...

« ... Il n'y a plus de morale... »

Christine Ockrent, épouse du Ministre Bernard Kouchner, [reine des ménages](#) facturait en 2003 certaines de ses interventions à [18 000 euros la demi-journée](#) [2] . C'est le prix qu'elle faisait payer alors pour ce qu'elle estime être

sa plus grande réussite : « *la préservation de [son] indépendance* ». Elle est désormais dans le collimateur de la Société des journalistes (SDJ) de France 3. Celle-ci a demandé, le 6 février, à la direction de la chaîne de sanctionner les « ménages » auxquels se livre la journaliste, et qui constituent une pratique réprouvée par la charte des devoirs professionnels des journalistes français.

La SDJ de France 3 explique qu'au cours des deux dernières années, Christine Ockrent a notamment animé la soirée de lancement de Microsoft Windows Vista, présidé un jury des « Trophées de l'intégration paysagère » des antennes relais SFR, animé à Bordeaux un Forum organisé par la Caisse des dépôts, ou animé, au mois d'août, l'université d'été du Medef. La SDJ ne précise toutefois pas le montant des honoraires perçus par Christine Ockrent.

La SDJ demande à la chaîne de « *prendre rapidement les mesures disciplinaires qui s'imposent* » à l'encontre de la journaliste. Elle déplore une « *confusion des genres* » qui « *sape notre crédibilité, déjà entamée par une promiscuité affichée sans retenue par cette journaliste vis-à-vis du pouvoir politique* ». Elle estime que ce comportement jette « *un doute sur l'impartialité* » de France 3. « *Nous appelons par ailleurs notre direction à rappeler fermement les règles en vigueur à tous les journalistes* », ajoute la SDJ. La direction de France 3 n'a pas souhaité faire de commentaire. La reine Christine vilipendée par le menu fretin de la Société des journalistes ? Il n'y a décidément plus de morale !
-(Source : nouvelobs.com, 8 février 2008).

« ...personne ne recule devant aucune bassesse, aucun scrupule... »

Christine Ockrent, toujours. Après avoir monnayé son talent en 2002 à Orange, puis à Métro [3], la « reine » qui a butiné un peu partout depuis, a jeté son dévolu sur France 24. Voici comment *Le Canard enchaîné* du 23 janvier 2008 résumait l'information et la situation : « *Mercredi 16 [janvier], Le Point a révélé, sur son site Internet, que la chroniqueuse de luxe de France 24, Christine Ockrent, embauchée depuis le 1er mars pour un "billet" politique hebdomadaire, émarge à une somme rondelette : 120 000 euros par an. Ledit billet ne dure que six minutes chaque semaine (deux fois trois minutes en français et en anglais), cela met la minute d'Ockrent à 416 euros. Mais c'est la qualité qui compte... Heureusement, l'info n'a pas eu trop d'échos dans la presse nationale. La solidarité de la profession vis-à-vis de la "reine Christine" a fait des miracles : cinq lignes dans Le Parisien (16/1), deux lignes dans Le Monde (19/1), rien de plus, et quasi rien sur les télévisions. Au siège de la CNN à la française, en revanche, la nouvelle a circulé et fait grincer quelques dents. D'autant qu'Ockrent n'y a pas que l'avantage du salaire. Elle y jouit également des commodités de la fonction : ce n'est pas dans les locaux de France 24, à Issy-les-Moulineaux, où elle ne met jamais les pieds, que la pacha Ockrent enregistre son billet. Mais dans la très chic « Closerie des Lilas », brasserie parisienne située à deux pas de son domicile et où doit se déplacer, chaque semaine, une équipe de production de France 24... »*. Décidément *Le Canard* ne recule devant aucune bassesse, aucun scrupule...

« ... On est quand même tombé très bas ... »

Sur Nouvelobs.com, Claude Soula nous apprend cette anecdote intéressante concernant le journal *Les Echos*, récemment racheté par Bernard Arnault : « *Dans la rubrique "Cribles" (...), un éditorialiste anonyme a écrit le 25 janvier dernier une analyse qui se voulait iconoclaste -et plutôt négative- sur la cession des parfums Saint-Laurent, par le groupe PPR à l'Oréal. Pour les non initiés, décryptons : PPR, c'est le groupe Pinault, et François Pinault, c'est l'hyper ennemi de Bernard Arnault. Les journalistes économiques ont donc lu à la loupe ce papier, pour voir si Les Echos restaient Les Echos, donc neutres, ou s'ils allaient essayer de faire plaisir à Bernard Arnault, voire au contraire, de le défier. Et malheureusement, c'est plutôt la pire des hypothèses qui a l'avantage : l'articulet souligne les faiblesses de la vente, et tous les problèmes du groupe PPR, alors que la bourse avait salué l'opération... Le titre de l'article est 'Emballlement' pour souligner à quel point les marchés et les analystes financiers se sont trompés sur l'analyse du deal. C'est simple : l'éditorialiste est moins critique sur la Société Générale que sur PPR ! »*

Un point de vue tellement surprenant que Claude Soula en vient à se demander si Bernard Arnault n'a pas écrit l'article lui-même. Une chose est sûre en tout cas, selon lui : « *Désormais, Les Echos, qu'ils le méritent ou pas, seront toujours suspects aux yeux de leurs lecteurs* ».

La confiance aussi est au plus bas. Très très bas...

« ...des gens qui veulent leur revanche... »

Bassesse ? Les derniers rebondissements de la crise du journal donnent l'occasion aux anciens dirigeants du *Monde* de régler leurs comptes [4]. Et ça n'est pas joli, joli. « *Au-delà des questions de personnes, se joue actuellement le dernier acte d'un processus qui a commencé au moment où j'ai démissionné. Aujourd'hui, la rédaction tente avec courage d'éviter le pire, mais la vraie bataille a déjà été perdue avec la dilution du quotidien dans le groupe Le Monde.* » Interrogé par *Le Journal du dimanche* (le 3 février 2008) au sujet de la « dernière crise » du journal vespéral, Edwy Plenel revisite - de manière très personnelle - l'histoire du titre qu'il a co-dirigé à partir de 1994. Il se désolidarise ainsi de ses anciens comparses Colombani et Minc et s'exonère de toute responsabilité quant aux difficultés que rencontre *Le Monde*.

Rappelons quand même que Plenel a défendu toutes les options de l'ancienne direction et même parfois avec grandiloquence. Arguant pour l'introduction du titre en Bourse en 2001, il expliquait ainsi : « *Il faut en finir avec cette idée qu'un journal pur est un journal pauvre* [5] ». Aujourd'hui, en raison des choix du trio Minc-Colombani-Plenel, *Le Monde* est pauvre et sous contrôle. Le nouveau patron de Médiapart aime penser contre lui-même, au risque de la contradiction. Et son goût des « petits faits vrais » souffre quelques exceptions. Comme l'a relevé Alain Minc dans le discours prononcé pour son départ de la présidence du conseil de surveillance du *Monde* : « *Du temps d'Edwy Plenel, le journal était chaud et souvent faux. Il est devenu désormais froid et toujours vrai* [6] » Une violence inouïe qui laisse Rama Yade de marbre...

« ... personne n'a rien appris... »

Revenons à la Secrétaire d'État aux droits de l'Homme et surtout, à son interviewer. Quelques heures à peine après la « sortie » de Rama Yade, Jean-Michel Apathie [réplique sur son blog](#).

« *Sur le fond* », s'agissant de la pipolisation de la vie politique, il commence par reconnaître : « *Dans l'échelle de l'importance qu'ont toutes choses, mariage et remariage, divorce et sms, bisous et bijouterie, ont un intérêt moindre que l'augmentation des petites retraites, la capitulation devant les taxis, la presque capitulation devant les débits de tabac, le déficit budgétaire ou, fin du fin, la prochaine probable future bombe nucléaire iranienne.* » Avant d'ajouter : « *En même temps, le journalisme est un métier, pas un passe-temps. Ce qui se produit doit être restitué. Par exemple, quand un président de la République célibataire visite Eurodisney au bras d'un top model qui chante, c'est fatalement, indubitablement, une information. En France, un seul organe de presse a choisi de passer ce fait sous silence. Ce n'est pas lui, professionnellement, qui a eu raison. A partir de là, la machine s'est emballée. La love story a été couverte, largement couverte, d'autant plus largement couverte que le principal acteur lui-même a encouragé la presse à le faire. Pour ne prendre que des exemples récents, quand le président visite le site sidérurgique de Gandrange, lundi, il évoque par périphrase son mariage survenu deux jours [plus tôt] et quand il est à La Rochelle, le mardi, pour le train supersonique d'Alsthom, il dit son amour de l'Italie. Mettre un sou dans la machine tous les jours n'est pas le meilleur moyen de la calmer.* »

La pipolisation de la vie politique est donc une attitude tout à fait professionnelle, le problème ne se pose que quand la machine s'emballe. Et si la machine s'emballe, ce n'est pas dû au système médiatique dans son ensemble, mais

c'est que certains font mal leur boulot : « Des journalistes, ici ou là, ont peut-être écrit n'importe quoi, des choses fausses au milieu des choses vraies, des bêtises ou des insanités. Mais ici, c'est la responsabilité individuelle qui doit être questionnée. (...) Parler de manière indifférenciée de la presse, en revanche, ne paraît pas tout à fait pertinent. (...) La presse n'accepterait donc pas l'élection de Nicolas Sarkozy et mènerait contre lui une véritable chasse à l'homme. Bon, après tout pourquoi pas. **Il faut juste savoir que la "presse" n'existe pas . Chaque journal travaille dans son coin** et il n'existe pas un centre névralgique organisant la contre offensive après la défaite du printemps dernier. Au demeurant, dans ce foutu pays où tout le monde se divise à propos de tout, la "presse" serait bien incapable d'organiser la suite au profit de qui que ce soit. »

Ouf, nous voici rassurés ! Comme il n'existe pas - il a raison, Apathie...- de « centre névralgique », chaque mouton brouterait « dans son coin », même « les moutons noirs » et les « moutons de Panurge ». Car il en va de la vie privée de Sarkozy comme du reste : le système médiatique fonctionne à merveille, tout n'est qu' « emballement » passager. Des emballements comme celui du RER D [7], ou du bagagiste de Roissy.

« Mon truc, c'est la cuisine », proclamait Jean-Michel Apathie pendant la campagne électorale de 2007 [8]. Par chance, ce n'est pas encore la chambre à coucher.

« ... personne n'a rien appris... » (bis)

... Certes, depuis on n'a rien appris ou presque.

► Sur la situation au Tchad.

Sous le titre « "Tchad : les Français..." - Les JT sont obnubilés par le sort des ressortissants », Samuel Gonthier dans *Télérama* du 13 février 2008 relève ... scrupuleusement : « C'est la figure obligée de toute crise africaine : le "ressortissant". [...] Ainsi s'impose le héros du journal télévisé quand, le 31 janvier dernier, des « rebelles » attaquent N'Djamena. Dans chaque édition, sur France 2 comme sur TF1, deux sujets consacrés au Tchad : l'un dédié aux ressortissants évacués, l'autre à "la situation sur place". C'est-à-dire à l'action de nos soldats en faveur... des ressortissants. [...] Les télévisions [...] n'ayant pas de reporters sur place, se satisfont des images fournies par les militaires. Elles en indiquent très scrupuleusement la provenance. Mais en tirent d'étranges conclusions : "Ces images tournées par l'armée française le prouvent : quand les forces tricolores croisent les rebelles, elles observent une stricte neutralité." (France 2, 3 février). "Neutralité" de la France, "légitimité démocratique" d'Idriss Déby, le discours des autorités civiles et militaires n'est jamais mis en doute. En une semaine, chacune des deux chaînes ne consacre qu'un seul sujet d'à peine deux minutes à une sommaire explication de la guerre. [...] En revanche, quand il s'agit des "ressortissants", les JT rivalisent de précision. "397 ressortissants ont quitté N'Djamena. » « 839 étrangers ont été évacués du Tchad vers le Gabon." "525 ressortissants français sont arrivés ce matin à Roissy", etc. Et les Tchadiens ? Les Tchadiens ont un sacré handicap : ils ne sont pas "ressortissants". Alors, ils sont simplement "des centaines"- des centaines de blessés. Ou "des milliers" - des milliers à fuir les combats, à se réfugier au Cameroun. Et c'est tout. Pas d'images, pas d'infos. Enfin, au bout de quelques jours, "ça semble plutôt se calmer au Tchad", annonce Jean-Pierre Pernaut. L'occasion de mieux comprendre ce qui s'est passé ? Pas le temps [...] »

► Sur les grèves générales en Grèce

Pas d'inquiétude en revanche sur les « ressortissants français en Grèce »...Le mercredi 14 février 2008, « toute l'économie grecque était paralysée par une journée massive de grève générale, la deuxième en deux mois. » rappelle le [Lucky.blog](#) qui relève : « Pas d'article depuis un an dans les archives du journal Le Monde avec les mots clefs "grève et Grèce" ou "grèves et Grèce". Même recherche infructueuse (sauf erreur de ma part) sur le site de Libération. Mais voici un extrait de la correspondante de RFI à Athènes, Corinne Valois : "Comme si le temps avait été suspendu, tout le pays a été une nouvelle fois paralysé par la seconde grève générale de vingt-quatre heures du secteur public et privé, cela deux jours avant l'ouverture des débats parlementaires pour la modification du régime de

sécurité sociale et des retraites (...) Un régime calqué sur le modèle français." »

Dans ce cas, à quoi bon en parler, en effet ?

Johann Colin

- avec la documentation d'Acrimed

[1] La même semaine, le 7 février, on lit en « une » des trois news magazines du jeudi : « Le Président qui fait pschitt... » (*Le Nouvel Observateur*), « La déception » (*L'Express*) et « Ce qui Cloche » (*Le Point*).

[2] Lire aussi : [« Ockrent surmenée par les "ménages" »](#) ; [« "Ménages" : Ockrent trahie en direct »](#) ; [« Christine Ockrent se recycle en Orange »](#) ; [« Les "ménages" des "stars" du journalisme \(selon *Capital* d'octobre 2001\) »](#).

[3] Lire : [« Christine Ockrent se recycle en Orange »](#) et [« Christine Ockrent « peaufine » son sens civique »](#).

[4] Pour un point sur ces rebondissements, lire [« Les nouveaux maîtres du Monde. En attendant Lagardère ? »](#).

[5] Lire [« Préparatifs pour un Monde boursicoté. \(1\) Les rédacteurs. »](#).

[6] Le discours est en ligne sur le site [Nouvelobs.com](#).

[7] Voir le [dossier d'Acrimed sur cette affaire](#).

[8] Lire : [« Les grands entretiens de Jean-Michel Aphantie »](#).